BRETAGNE la cgt

Rapid'Info BRETAGNE

Sommaire

Edito
Thierry Gourlay p.1

-Quel avenir pour l'industrie en Bretagne, Recherche, Alimentation,.....p.2

-Transports, Energie, Pour une réelle politique de santé.....
.....p.3

-La Bretagne, 2800 km de littoral, Et la culture, Bretagne à 5 départements.....
.....p.4

-Dialogue social territorial, Formation professionnelle, Dispositif de continuité professionnelle.....p.5

-Plan de rupture, Mobilisation début 2021.....p.6

Le Comité régional Cgt Bretagne te souhaite ses meilleurs voeux

Site Internet : www.cgt-bretagne.fr
mail : cgt.bretagne@wanadoo.fr
Tél. 02 99 65 45 90
Fax : 02 99 65 24 98
Directeur de la publication : Thierry GOURLAY
I.S.S.N. : 1258-7745
C.P.P.A.P. : 0723 S 07992

2021 : Une conférence régionale en prise avec la vie active

Le bureau du Comité régional a pris la décision de convoquer la 16ème conférence régionale les 17 et 18 juin 2021 à Rennes.

Un an après la date prévue, la Covid a obligé ce report pour tenir cette échéance dans des conditions suffisantes pour des travaux efficaces.

Cette conférence s'inscrit dans une activité syndicale où le territoire est devenu un levier pour les avancées sociales et les garanties collectives.

Le dialogue social s'y est développé ces dernières années, à l'échelon régional, mais aussi local. Les plans de relance en sont une illustration.

Cela suppose de questionner notre syndicalisme Cgt, comme nous invite à le faire le 52ème congrès de la Cgt, pour lui donner une nouvelle efficacité et impliquer davantage de salariés.

Cette conférence devra faire le bilan du dernier mandat afin d'orienter les travaux à venir, pour et par les syndicats de la région.

L'économie est bouleversée, les filières professionnelles évoluent et innovent. Ces mutations génèrent des déserts industriels, une réduction des services publics, les emplois se transforment et abandonnent au passage des milliers d'hommes et de femmes.

Les réformes territoriales, la métropolisation et l'Etat écrasent les plus faibles en privilégiant l'excellence, la compétitivité et la concentration des activités.

Autant de sujets à traiter sur les lieux de travail pour les « confédéraliser » afin de renforcer le rapport de force et les luttes sociales gagnantes.

C'est tout l'enjeu de cette conférence régionale, sur les questions de l'emploi, de la formation, des transports, de l'aménagement du territoire, des activités économiques, industrielles… en fait sur les sujets vitaux qui nécessitent ce regard territorial pour aborder sereinement les luttes sociales du 21ème siècle.

Pour cela, la place et le rôle des organisations sont déterminants. Les syndicats, Unions Locales, Départementales, les secteurs professionnels sont nécessaires et incontournables pour opérer cette transformation vitale pour la Cgt et les travailleurs.

Bâtir une organisation confédérée nationale à partir des territoires pour renforcer les dimensions professionnelles là où s'exerce le travail, est un défi à relever ensemble.

C'est le pari qui vous est proposé pour préparer cette conférence régionale avec des thématiques qui vont jalonner ces quelques mois qui nous séparent de ce moment qui doit nous être privilégié.

Il ne s'agit pas de faire plus, mais de faire autrement, c'est-à-dire de réfléchir et décider ensemble nos priorités d'action et nos moyens.

Nous devons aborder ce début d'année, dans le contexte que nous connaissons, avec de l'ambition, de l'espoir, de l'optimisme pour que les choix de demain soient emprunts de notre action.

Thierry GOURLAY
Secrétaire Comité Régional Cgt Bretagne

Thématiques du premier semestre 2021

Quel avenir pour l'industrie en Bretagne ?

La crise sanitaire a accéléré une crise économique et sociale conduite par une idéologie libérale. Pourtant le remède aux maux consiste à amplifier le phénomène qui a généré le mal.

Une fois la surprise du virus passée, le Président de la république et le Gouvernement n'ont eu de cesse depuis un an à inciter les entreprises à poursuivre dans une logique d'excellence et de compétition.

Le plan de relance de l'Etat est d'ailleurs fait pour répondre à cette stratégie de renforcement des plus forts et à l'affaiblissement des plus faibles.

Nokia, PSA, ou Hop en sont les victimes visibles puisque la crise sanitaire leur sert de prétexte à se réorganiser en supprimant des pans de leur activités et les emplois accolés.

Par ailleurs, un nombre conséquent d'entreprises, plus petites disparaissent quotidiennement avec un nombre important de salariés.

Face à ces stratégies dévastatrices pour l'économie et les territoires, les salariés se mobilisent avec leurs organisations syndicales.

La Cgt réunit leurs syndicats du secteur de l'aérien afin de proposer une alternative aux restructurations des aéroports en Bretagne. Plusieurs sont en proie à des lourdes difficultés suite à la réforme d'Air France qui s'est vu octroyer plus de 7 milliards par l'Etat français.

C'est le cas de l'aéroport de Lorient où 75% du personnel est en procédure de licenciement ou celui de Morlaix avec la disparition de Hop.

La Cgt va proposer un large débat public pour définir les contours d'une stratégie aérienne en Bretagne.

La numérisation de l'économie est devenue une réalité, principalement sur les modes de communication. Pour autant, cela n'empêche pas les grands groupes français ou étranger de se restructurer, comme c'est le cas de Nokia.

Issue d'une filière qui ne fait que souffrir depuis plus de trois décennies dans un secteur en plein expansion, les salariés du numérique sont mis sous pression pour innover puis sont jetés le moment venu.

La Cgt propose un débat public sur le devenir de la filière numérique en Bretagne, sur la communication, la cyber défense et d'autres secteurs qui pourraient générer des activités utiles et des emplois qualifiés.

Recherche

Le milieu universitaire est important en Bretagne et la Cgt y est représentée. La mobilisation des personnels universitaire, pour nous permettre d'élaborer des projets alternatifs, est un moyen pour renforcer la crédibilité des projets que nous pouvons construire dans les entreprises, les professions, les territoires.

L'enjeu de constituer un collectif régional Cgt de l'ensemble des secteurs de la recherche doit nous permettre de donner un élan à l'engagement des travailleurs et des syndicats pour définir les productions à mettre en avant sur la région pour répondre aux besoins sociaux des populations.

Tous les domaines d'activité sont concernés et le secteur de la recherche doit être renforcé pour permettre l'émergence d'un monde nouveau empreint de justice sociale.

Alimentation

Secteur ô combien vital, l'alimentation est dans le même temps un secteur qui mobilise les salaires les plus bas. De l'agriculture à la grande distribution, chaque filière se distingue par des conditions de travail difficiles. Ces emplois, mal considérés, ne sont pas pour le mois essentiel, en témoigne la situation actuelle.

La Bretagne a une situation particulière dans le domaine puisqu'elle nourrit deux tiers de la France. Cela confère aussi des responsabilités particulières aux entreprises et aux pouvoirs publics pour agir sur les dimensions sociales et environnementales afin d'en faire des filières durables.

Si les questions écologiques sont déterminantes, celles sociales le sont tout autant et ces secteurs contribuent encore aujourd'hui de faire de la région une des plus polluées dans laquelle les salaires sont les plus bas de France et les conditions de travail les plus dégradées au regard des maladies professionnelles. Dès lors, comment s'étonner aujourd'hui que les filières ont du mal à trouver des salariés pour occuper les postes à pourvoir ?

Une formation « alimentation » a été réalisée en octobre avec des camarades des secteurs impliqués. Vu l'intérêt, une seconde session est prévue en avril prochain. Un colloque sur l'alimentation sera organisé par la Cgt en marge de la conférence régionale le 16 juin à Rennes.

Transport

Au cœur des colères de ces dernières années, le transport, ou plus particulièrement son coût, a été mis sur le devant de la scène, à juste titre. Pour autant, toutes les questions de mobilités n'ont pas été abordées, loin s'en faut. Si le coût du trajet domicile-travail est un enjeu pour nombre de salariés en Bretagne, au regard de la configuration de la région, toutes les alternatives au déplacement des individus et des marchandises au sein de la région, et avec le reste du monde restent à inventer.

La réforme aérienne se fait au diapason de la réorganisation d'Air France sans s'intéresser au sort de centaines de salariés et à l'aménagement du territoire.

Le transport de marchandises se fait toujours de plus en plus par la route alors que nous pouvons améliorer le réseau ferré pour constituer une ossature plus environnementale et sécurisée pour les travailleurs et les populations.

Cela passe par des investissements des entreprises et des pouvoirs publics pour faire des moyens de transport un bien d'intérêt général pour les populations en lieu et place d'une rente pour les actionnaires.

La Cgt a des propositions pour renforcer le potentiel ferroviaire, pour articuler les modes de transports entre eux et mieux communiquer les axes de communication dans la région.

Elle porte, entre-autre, un projet de ligne ferroviaire entre Saint Brieuc et Auray.

Energie

Devenue vital, l'enjeu énergétique est incontestablement au cœur du développement de la société. Sous toutes ces formes, l'énergie permet de vivre, de communiquer, de se déplacer, de travailler…

Vu son importance, l'ensemble des modes énergétiques est la proie des libéraux, en témoignent les restructurations dans les établissements électriques et gaziers qui conduisent à une privatisation des fournitures élémentaires d'électricité et de gaz.

De même, le carburant est depuis toujours entre les mains des multinationales qui en profitent pour piller les populations, et particulièrement les plus fragilisées tant au niveau de leurs logements ou de leurs déplacements.

Dans ces secteurs, des transitions nécessaires s'opèrent et de nouvelles activités se créent, à l'image des énergies renouvelables ou plus précisément des énergies marines renouvelables.

Une concurrence acharnée se développe en fragilisant les populations et les salariés concernés par la fabrication des outils de production et de distribution d'énergie.

La Cgt doit être présente pour que cette évolution nécessaire soit synonyme de progrès social pour les populations et les travailleurs.

Pour une réelle politique de santé !

Mis à rude épreuve depuis des années et aggravé ces derniers mois par la gestion de la crise sanitaire, le secteur de la santé est à bout de souffle.

Fatiguée par les multiples réformes, les suppressions de lits, d'hôpitaux, de personnels, la santé paye le prix fort les réformes successives et la casse de la sécurité sociale.

Cette crise sanitaire a mis, en même temps, en évidence la nécessité d'une politique hospitalière à l'échelle nationale et la fragilité de vouloir la réduire à la partie congrue des politiques de santé.

Les personnels se dévouent depuis des mois pour soigner tous les patients qui ont besoin du service public de soin. C'est valable en milieu collectif, mais aussi pour les soins à domicile, principalement auprès des personnes âgées.

La colère et les exigences sont au plus fort pour dénoncer et exiger du respect et de l'humanité dans un secteur qui est censé en donner.

Il faut redéfinir l'accès à la santé, le sens d'une protection sociale de haut niveau pour chacune et chacun en France. Cela suppose de rompre avec les logiques libérales qui conduisent à la casse des dispositifs collectifs.

Autour des mandatés Cgt ARS, du collectif régional travail-santé, des mandatés protection sociale, les camarades proposent d'engager une vaste réflexion pour définir une politique de santé régionale à la hauteur, avec des emplois qualifiés dans tous les secteurs, publics, privés ou associatifs afin d'avoir une politique de santé cohérente.

La Bretagne, 2800 km de littoral !

Si la mer est souvent associée aux vacances, elle est aussi un formidable enjeu de travail puisque 100 000 personnes travaillent dans une activité qui dépend d'elle. Bien sûr la pêche, la construction et la réparation navale, mais aussi l'agroalimentaire, la restauration, le tourisme … sans oublier les services de l'Etat et les collectivités locales.

A l'aube de ce nouveau millénaire, la mer est regardée comme un gisement de richesse pour les années et les siècles à venir. Selon celui qui regarde, la richesse n'a pas la même valeur. Celle des financiers qui sont prêts à faire de la mer ce qu'ils ont fait de la terre, ou celle qui consiste à en voir une opportunité pour nous aider à préserver et protéger ce qui peut encore être sauvé.

Elle est certainement source d'activité nouvelle qu'il nous faut aborder par le prisme de la réponse aux besoins, comme l'énergie ou le transport.

La Cgt, en Bretagne, a plusieurs fois abordé ce sujet et va continuer à le faire. Renforcer la capacité industrielle pour construire des navires durables, qui naviguent avec des personnels reconnus, tant dans le domaine civil que militaire est un enjeu pour la région.

De même que sur l'énergie et les transports durables, la mer peut être ce souffle nouveau qui nous oriente vers une production raisonnée, basée sur la préservation de la planète.

Et la culture ?

La culture souffre depuis près d'un an par un confinement permanent et des conséquences inédites sur les acteurs de la culture et les populations.

Notre région est particulièrement impactée par cette privation de spectacles tant nous sommes habitués à vivre au rythme des festivals, surtout durant la période estivale.

Le spectacle vivant est au point mort et ne demande qu'à débrayer pour retrouver le chemin de la scène.

Pour cela, il faudra aussi des artistes en capacité d'inventer, de créer, tant la pression est lourde sur les lendemains.

Et par culture, quelle culture ? Il en faut pour tous les gouts, et dans ce cadre, là aussi, il faudra veiller à ce que personne ne reste sur le bord de la route. Si nous avons besoin de grands spectacles, nous avons aussi besoin d'humain, de la proximité et de la générosité. Et cela, nous ne pourrons le préserver que si nous trouvons des moyens pour permettre aux créateurs d'avoir le temps de penser pour notre bien-être.

Un collectif régional se met en place en ce début d'année avec les camarades du spectacle, des services publics, de la fonction publique pour formaliser une réflexion régionale à mettre en débat parmi les salariés et la population.

Bretagne à 5 départements ?

Comme un serpent de mer, le débat d'une Bretagne à 5, réunifiée, historique refait surface. Si cette question peut paraitre superflue pour le mouvement syndical et plus largement les salariés, une évolution du périmètre pourrait avoir des conséquences sur l'emploi et les activités économiques des régions concernées dans le cas d'une évolution.

Aussi, pour la Cgt, il est important de prendre part à ce débat à partir des préoccupations sociales. Cela suppose dans un premier temps de faire un état des lieux des activités économiques de nos deux régions et d'aborder toutes les hypothèses afin d'identifier les conséquences pour le monde du travail.

Les motivations qui ont conduit à la création des régions en 1941 n'ont pas plus à envier à celles de 2014, et celles à venir. On le voit en ce qui concerne la collectivité Européenne d'Alsace qui a vu le jour au 1er janvier de cette année par la fusion du Haut Rhin et du Bas Rhin.

Nos deux Comités Régionaux CGT, Bretagne et Pays de la Loire ont constitué un groupe de travail pour étudier le sujet et être en capacité de faire des propositions dans ce débat qui ne peut pas se cantonner aux dimensions culturelles ou historiques.

Ce collectif interrégional se réunira régulièrement à partir de ce début d'année.

Dialogue Social territorial

A la croisée des moyens d'expressions revendicatives, le territoire constitue, avec l'entreprise et le champ professionnel, un des moyens pour faire avancer les garanties collectives des travailleurs et des populations.

L'organisation des salariés sur le territoire est une nécessité pour articuler la complémentarité entre la vie et le travail.

Un des fondamentaux de notre organisation repose sur sa capacité à faire se rencontrer des travailleurs afin de les amener à définir des intérêts commun pour en faire des revendications.

L'évolution, dans le temps, de la place des institutions territoriales offre de nouveaux lieux d'expression pour être entendus et porter nos exigences revendicatives.

Cela suppose aussi d'adapter notre démarche syndicale pour inscrire autrement le territoire comme levier de la conquête sociale.

Si en lui-même, le dialogue social territorial est insuffisant, comme l'ensemble du dialogue social, il peut être une opportunité pour favoriser les convergences et le rapport de force et obtenir des avancées locales immédiates.

Il en va bien sûr des enjeux de services publics, mais aussi des politiques (aides publiques) qui sont injectées dans l'économie locale par l'Etat et/ou les collectivités.

La qualité de l'emploi et la formation professionnelle, sont autant de sujets pour les travailleurs y compris lorsqu'elles sont « traitées » par des acteurs extérieurs à l'entreprise, comme les OPCO, Pôle Emploi, Le Conseil Régional…

L'insertion professionnelle et la qualité de l'emploi sont aussi des sujets à traiter pour mieux contrer la précarisation des emplois qui pèsent sur les avancées sociales dans les entreprises.

Nous devons trouver une alternative à la mise en concurrence des salariés par les mesures et les réformes qui nous sont imposées. Développer une activité Cgt en territoire doit être un atout pour renforcer les solidarités locales, professionnelles et inter-générationnelles.

Formation professionnelle

Si la formation professionnelle n'est pas LA condition pour permettre d'orienter les salariés vers l'emploi, elle n'en est pas pour le moins un outil qui devrait permettre dans le même temps : apprentissage, qualification, réorientation, transition diplômante…

Autant de moments qui font de la vie des salariés des temps d'appropriation des compétences pour faire évoluer leur parcours professionnel tout au long de leur vie.

Les multiples réformes de ces dernières années sur la formation professionnelle ont changé le paradigme en individualisant les salariés au sein de leur parcours, influencés par les secteurs d'activités en manque de main d'œuvre. En clair, d'accord pour vous former, à la condition d'aller dans les secteurs en crise, qui le sont essentiellement à cause d'un manque de valorisation du travail…

Chaque salarié devrait pouvoir décider de son parcours professionnel et pour prétendre, avec les financements nécessaires, à des formations qui lui permettent d'élaborer son parcours professionnel.

L'action dans la Cgt sur l'emploi et la formation est importante. Afin d'informer les syndicats et les salariés, la Cgt Bretagne va éditer une note régionale à destination des syndicats afin de gagner en cohérence entre l'entreprise et les acteurs de la formation qui sont à l'œuvre sur les territoires.

Dispositif de continuité professionnelle

Face à la crise sanitaire, la Cgt est à l'offensive auprès des salariés de la région qui sont dans les secteurs fragilisés par les confinements et les fermetures administratives.

Elle a proposé, lors de la conférence sociale de juin dernier, la création d'un dispositif de continuité professionnelle à proposer aux salariés de ces secteurs sinistrés. Un groupe de travail s'est constitué sous l'autorité du Crefop (Comité régional de l'emploi, de l'orientation et de la formation professionnelle). Ce groupe de travail est piloté par la Cgt et le Medef.

L'objet de ce dispositif innovant est de permettre aux salariés qui le souhaitent, une alternative au chômage ou au chômage partiel pour être orientés et accompagnés vers d'autres secteurs économiques de son choix. Cela en maintenant son contrat de travail.

Dans le contexte, cette proposition a pu être travaillée et est aujourd'hui presque à maturité pour être expérimentée sur un bassin d'emploi de la région.

Compte tenu de l'enjeu d'un tel projet, s'il pouvait permettre à des salariés de se mettre dans une situation d'attente avec de la formation qualifiante, de se réorienter et d'être actif dans un autre secteur d'activité, ce projet régional est sujet à des tensions entre les différents acteurs du groupe de travail, tout en précisant que le collège salarié est uni pour voir aboutir ce nouveau dispositif.

Le travail des représentants de la Cgt se poursuit pour imposer aux pouvoirs publics et employeurs d'autres perspectives que la case chômage pour avoir une continuité dans sa vie professionnelle sans être en permanence obligé de recommencer à zéro.

Un début de sécurité sociale professionnelle ?

Plan de rupture

Face aux plans de relance des uns et des autres, imposons un plan de rupture construit par les salariés au plus près de leurs lieux de vie et de travail.

Ce plan de rupture, pour la Cgt, constitue les fondements du jour d'après dont nous exigeons qu'il soit à l'opposé des situations régressives que nous avons connues ces dernières décennies.

Pour bâtir ce plan de rupture, il faut une Cgt constructive et combative où chaque syndiqué, chaque salarié, puisse contribuer à apporter sa pierre à ce monde nouveau devenu urgemment nécessaire.

Cela passe par la nécessité d'être actif sur les ambitions industrielles, pour peser dès l'entreprise sur les choix, pour respecter les critères sociaux, environnementaux, pour orienter les productions vers la satisfaction des besoins.

Cela passe par la qualité des emplois qui doit être une question posée dans tous les secteurs d'activité. C'est d'autant plus vrai en Bretagne qui est la région où les salaires sont les plus bas et les conditions de travail les plus rudes au regard du nombre de maladies professionnelles.

Cela passe par une autre orientation des aides publiques, comme les 100 milliards de l'Etat qui sont proposés aux entreprises et dont le seul critère est leur réactivité pour déposer les dossiers. Là aussi va s'opérer une fracture entre les plus solides d'entre elles qui s'en sortiront au détriment des entreprises les plus fragiles, souvent les plus petites.

Les bases d'un plan de rupture sont posées dans notre quotidien, une démarche demande à être élaborée pour nous engager collectivement pour peser sur chaque choix qui impacte les travailleurs.

Pour cela, une journée d'étude est programmée le 5 février 2021 destinée aux militants d'organisations et le 27 avril 2021 avec l'ensemble des syndicats de la région.

Mobilisations début 2021

L'ensemble des activités syndicales ne peuvent se concevoir sans la mobilisation des travailleurs, essentielle aux conquêtes sociales.

En ce début d'année, dans le prolongement de la fin d'année dernière, les mobilisations sont à l'ordre du jour.

Qu'elles soient dans l'entreprise, locale, professionnelle ou interprofessionnelle, ces luttes nourrissent le mouvement social et le cimentent pour l'élargir.

L'activité de la Cgt au quotidien est multiple, c'est ce qui fait sa richesse et sa particularité.

« Contester, proposer, mobiliser, négocier » sont indissociables d'une démarche d'ensemble pour construire un syndicalisme en prise avec son temps.

⇒ 16 et 30 janvier : sur le projet de loi "Sécurité Globale"

⇒ 21 janvier : Personnels du sanitaire médico social

⇒ 26 janvier : Educ nat

⇒ 28 janvier : IEG

⇒ 4 février : Mobilisation interprofessionnelle

16 janvier : Marche des libertés

Lorient	**15h00**	**place Artistide Briand**
Lannion	**10h30**	**parking de la Poste**
Rennes	**14h00**	**place de la République**
Brest	**15h00**	**place de la Liberté**